



LE MAILLON DE CHAÎNE



N° 58 - 11 septembre - 2018

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste

GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DES USINES FORD / BLANQUEFORT

Macron « maintient le cap » des mauvais coups... Préparons la riposte

Après l'affaire Benalla de cet été, qui a illustré les exactions de la police contre les manifestants et les « réfractaires au changement », Macron espérait reprendre la main à la rentrée. Mais entre les démissions surprises de Hulot, qui « ne veut plus mentir », de Laura Flessel risquant des poursuites pour fraude fiscale et la valse-hésitation sur le passage au prélèvement à la source, sa côte de popularité s'en est ressenti... tombant en-dessous de celle de Hollande. Même Collomb prend ses distances, regrettant « le manque d'humilité de l'exécutif » !

Après son pseudo remaniement, Macron poursuit, comme ses prédécesseurs, sa politique au service du patronat et de la finance, comme l'a rappelé Pénicaud, la ministre du travail : « il faut que le gouvernement garde son image "pro-business" ». Il le fait avec zèle !

Les profits des grandes entreprises et les dividendes atteignent des sommets. En 2017, elles ont versé 44 milliards d'euros à leurs actionnaires. C'est 24 % de plus qu'en 2016. Pour alimenter ces profits, Macron fait payer les salariés, la population, comme l'ont confirmé les annonces du budget 2019.

L'austérité pour la population... et les cadeaux pour les riches

Le CICE (crédit impôt emploi compétitivité), qui n'a créé aucun emploi, devient un allègement de cotisations permanent pour les entreprises et coutera 20,6 milliards d'euros en 2019. L'impôt sur les sociétés va passer à 25 % d'ici 2022, contre 33,3 % au début du quinquennat !

Pour financer ces cadeaux, Philippe a annoncé un quasi gel des retraites, des prestations familiales et des aides au logement en 2019 et 2020. Ces prestations n'augmenteront que de 0,3 % alors que la hausse des prix, l'inflation, sapent le pouvoir d'achat.

Le gouvernement lance sa campagne sur la réforme des retraites dont le but avoué

est une baisse des pensions. Il annonce 4 500 suppressions de postes dans la seule Fonction publique d'État en 2019 et 10 000 en 2020 ainsi que la quasi-disparition des emplois aidés. Son projet Cap 22 prévoit 30 milliards d'euros d'économies et la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022.

Macron veut aussi imposer la dégressivité des allocations chômage, pour obliger les chômeurs à accepter n'importe quelle offre d'emploi sous-payée. Il fait écho au nouveau patron du Medef, qui réclame de « tout remettre à plat » pour équilibrer le budget des caisses... en baissant les allocations.

Donner toujours plus aux riches et à la finance, précariser les travailleurs, attaquer les chômeurs, voilà la politique de Macron et de la classe dominante qu'il sert. Ils n'ont qu'un seul objectif, celui de maintenir leurs profits à tout prix.

Défendons nos intérêts par nos luttes

Le 18 septembre, les cheminots appellent à la grève alors que s'ouvrent les négociations sur le pacte ferroviaire. Dans les facultés, les recalés de Parcoursup se mobilisent. Les Ford appellent à une manifestation le 22 septembre à Bordeaux, contre la multinationale qui veut mettre 900 travailleurs à la rue après avoir réalisé plus de 7 milliards de dollars de profits en 2017. La CGT, FO, Solidaires et des organisations de jeunesse appellent à faire du 9 octobre « une première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne ».

Les travailleurs qui se mobilisent, ceux de Ford, de la SNCF, d'Air France, de la Poste dans le 92, dans les hôpitaux ou des entreprises du privé ont raison. Nous n'avons pas d'autre issue que la lutte, une lutte sociale et politique, rassemblant les salariés du privé et du public, avec ou sans emploi, toute génération confondue, pour défendre nos intérêts communs de classe face à la finance et tous ceux qui la servent.



La bonne méthode !

Sur FAI, la direction poursuit froidement sa politique pour fermer la boîte et nous mettre dehors... Elle multiplie les réunions du PSE pour nous endormir.

Sa seule crainte est que notre colère l'empêche de mener à bien tranquillement son sale plan.

A deux reprises, nous avons déjà perturbé les réunions du PSE, en envahissant la salle, à plus d'une centaine, pour lui demander des comptes.

La semaine dernière, à l'AG de l'équipe d'après-midi, la colère s'est exprimée. Ras-le-bol de ne pas savoir, des réunions bidons, de la direction qui se moque de nous. Des actions ont été envisagées. De nombreux collègues ont posé le problème de faire payer cher Ford pour tout ce qu'ils nous doivent après des années d'exploitation et de profit sur notre dos.

C'est la bonne méthode... et on peut l'amplifier pour lui faire comprendre qu'on ne laissera personne décider de notre avenir à notre place.

8 milliards de profits, Ford doit payer !

L'impasse de la réunionnité

Au cours d'innombrables réunions, la FMC essaie de faire croire qu'il n'y a pas moyen de nous donner du travail. Personne ne l'avale.

Les bruits et les rumeurs de reprise courent... mais aucune information digne de ce nom ne nous est donnée.

Une fois encore, les rumeurs et les réunions à n'en plus finir servent à nous désarmer, à nous faire attendre, pendant que le plan de fermeture se déroule. Pas question de laisser faire, à nous de nous en mêler.

La FMC organise la fin des emplois

Nous avons vu mois après mois les productions baisser et disparaître comme l'atelier de soudures, les départs non remplacés, pas d'embauche notable depuis 17 ans. Pas de nouvelle production depuis la 6F, les prêts de personnel à l'usine GFT... Bref, tous les signes d'une fermeture programmée.

Et aujourd'hui, la direction prétend chercher un repreneur en même temps qu'elle prépare nos licenciements. Qui peut y croire ?

Samedi 22 septembre - 14h
Place de la république Bordeaux
Tous ensemble à la manifestation
contre la fermeture de Ford !

Chômage des annonces bidons pour criminaliser

Médiapart fait état d'une enquête de la CGT qui démontre que sur plus de 1 700 offres d'emplois sur Nantes, Rennes, Marseille, Lyon ou Montreuil, plus de la moitié des offres sont fausses, mensongères voire illégales ! Une annonce sur deux ne correspond pas à ce qui est promis et ne permet pas de trouver un emploi. On apprend dans l'article que les annonces sont faites par des « partenaires » de Pole Emploi, qui ne contrôlent pas ces annonces dont 10% sont carrément illégales !

Cela montre bien ce que valent les leçons de morale permanentes sur ces pauvres patrons qui ne trouvent pas d'employés et sur ces chômeurs qu'il faudrait flicker et menacer de radiation pour les pousser à travailler. En réalité, le gouvernement s'appuie sur des annonces bidons pour culpabiliser les chômeurs.

Mais ce sont bien les chômeurs qui sont victimes des politiques antisociales qui ont montré depuis de longues années leur inefficacité !

Depuis 1981, le chômage n'a cessé d'augmenter passant ainsi de 500 000 chômeurs à plus de 3,5 millions aujourd'hui, avec le cortège des travailleurs pauvres, plus de 8 millions de salariés précaires, à temps partiels qui ne peuvent vivre dignement de leur travail. Des chiffres accablants pour les patrons et ceux qui nous gouvernent !

Plus que jamais, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous est la seule réponse face au chômage.

FETE NPA

- banquet fraternel
- expositions - librairie
- débat avec des militant-e-s des luttes
- allocution politique **PHILIPPE POUTOU**
- concert chansons blues **CADIJO**

LA LUTTE CONTINUE

Salle **Victor Hugo**
88 Cours Victor Hugo
Tram A Jean Jaurès
Bus 27 Victor Hugo

dim. 30 sept. 11h/20h CENON

www.npa33.org / contact@npa33.org / 07 83 64 43 40